

Au Canada, violences policières et racisme touchent aussi les Autochtones

23 juin 2020 / Alexis Gacon (Reporterre)



Dans la foulée du mouvement « Black Lives Matter », les Premières Nations du Canada dénoncent elles aussi le racisme systémique et la brutalité policière qu'ils affrontent jour après jour. En trois mois, huit Autochtones sont morts à la suite de l'intervention des forces de l'ordre.

- *Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec (Canada), correspondance*

Alors que le Canada célèbre en juin le mois de l'histoire autochtone, la diplômée de philosophie Édith Bélanger, membre de la Première Nation Wolastoqiyik Washipekuk (Malécite), n'a pas le cœur à la fête, mais plutôt l'envie de lever le poing. « *Les Noirs et les Autochtones vivent deux formes d'un même racisme systémique. Les Noirs ont connu l'esclavage, l'apartheid. Les Autochtones ont connu les politiques coloniales, qui ont évolué en racisme institutionnel. Ça fait aussi mal même si c'est moins visible, donc les gens ont appris à vivre avec.* » Selon elle, les mouvements se ressemblent, et leur cause s'assemble dans les rues, notamment à Toronto, où des milliers de personnes ont manifesté ces dernières semaines pour dénoncer le racisme systémique contre les Noirs et les membres des Premières Nations : « *Je pense que c'est une prise de conscience collective.* »

Les Autochtones s'élèvent depuis toujours contre les horreurs commises dans le passé par les puissances coloniales, la France et l'Angleterre, puis poursuivies par le Canada, comme, au XIX^e siècle, les terres accaparées par les colons et les écoles religieuses financées par l'État pour assimiler les enfants des Premières Nations à la culture européenne. Pour beaucoup d'Autochtones, la brutalité policière et certaines interventions fatales des forces de l'ordre en sont un héritage.

En une semaine, deux Autochtones sont morts sous les balles policières, au Nouveau-Brunswick, une province de l'Est du pays. Chantel Moore et Rodney Levi, deux jeunes dans la vingtaine. Les deux morts font l'objet d'enquêtes. La police affirme qu'ils avaient sur eux des couteaux, ce qui aurait justifié l'intervention. Le chef de la nation Mi'kmaq de Metepenagiag n'y croit pas, cependant. Il dit que Rodney Levi était « *amical, poli, doux* », qu'il n'aurait pu blesser quiconque et que les policiers auraient pu calmer le jeu.

« **Ça passe par un meilleur recrutement des aspirants policiers** »

Mais il y a aussi les vidéos qui s'accumulent de récentes interventions policières musclées contre des Autochtones. Sur l'une d'entre-elles, on voit le chef de la Première Nation Chipewyan de l'Athabasca, Allan Adam, à la sortie d'un casino, être frappé à la tête et tenu au sol par des agents après leur avoir lancé des jurons et s'être montré belliqueux. La raison première de son arrestation était qu'il avait oublié de payer ses plaques d'immatriculation, une obligation annuelle au Canada. Le 2 juin, selon CBC News, un agent de la gendarmerie royale canadienne a été réaffecté à des tâches administratives après avoir utilisé la porte de sa camionnette pour renverser un homme en état d'ébriété. Des vidéos virales forment une caisse de résonance dont les Autochtones ne bénéficiaient pas par le passé. Le Premier ministre, Justin Trudeau, qui a visionné l'arrestation du chef Adam, a qualifié cet incident de « *choquant* » et affirmé qu'il savait que beaucoup trop de Canadiens noirs ou autochtones ne se sentent pas en sécurité face aux policiers.

Mais les mots ne suffisent plus pour les Premières Nations : ils demandent de refonder la police. « *Quand est-ce que ça se termine ?* » a demandé le chef autochtone Glen Hare, dans un communiqué. *Comment les dirigeants autochtones peuvent-ils crier assez fort que le massacre de notre peuple par les forces de l'ordre doit cesser ?* »

Un de ses confrères, Alvin Fiddler, demande au Premier ministre le démantèlement de la gendarmerie royale canadienne étant donné que de nouvelles politiques ou une formation culturelle plus poussée aux agents de police ne sont pas suffisantes, selon lui. Dans une ville comme Montréal, où une formation existe pour intervenir auprès de la population autochtone, le service de police municipal a été mis en cause dans **un rapport universitaire qui pointe qu'une personne autochtone a quatre à cinq fois plus de chance d'être interpellée qu'un non-Autochtone.**



Plusieurs provinces montrent des signes d'une meilleure compréhension des enjeux autochtones. Ici, les Les Premières nations Ditidaht et Pacheedaht et le gouvernement du Canada et de la Colombie-Britannique célèbrent la signature d'une entente, fin juillet 2019.

Le racisme systémique envers les Autochtones, ce n'est « *rien de nouveau sous le soleil* », estime Mylène Jacoud, professeure à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. « *Le fait que les Autochtones soient plus nombreux en ville que par le passé rend le phénomène plus visible.* » Elle soutient que la résolution du problème doit se traduire notamment par une reconstruction des bases du métier de policier. « *Ça passe par un meilleur recrutement des aspirants policiers. Il y a encore trop de personnes qui s'engagent dans cette voie-là parce qu'ils ont un pistolet à la ceinture et une conception du métier de type : "Je cours après les voleurs". [...] Les étudiants en technique policière forment une clique à part, je me souviens avoir vu une situation où ils s'étaient arrogé des bancs et un territoire, donc personne n'avait le droit de s'asseoir sur ces chaises-là.* »

D'après les chiffres du Canada, en 2016, les Autochtones représentaient près de 5 % de la population du pays, et le pourcentage de policiers qui se disaient autochtones était de 5,4 %. Selon Mylène Jacoud, augmenter leur représentation via des quotas est « *une voie insuffisante, si on ne change pas la culture organisationnelle* »

. Elle affirme que les personnes issues des minorités se voient de toute façon davantage transformées par l'organisation que l'inverse.

« C'est vrai, ce n'est pas eux le problème, c'est le système ! »

La voix des Premières Nations n'a peut-être jamais eu autant d'écho que cette année. Cet hiver, des manifestations en réponse à un projet d'oléoduc qui passait sur le territoire de la nation Wet'suwet'en, en Colombie-Britannique, avaient ensuite englobé des revendications plus larges contre le saccage des terres et contre les discriminations dont souffrent les Autochtones. Le pays avait suivi ces mouvements, qui avaient paralysé le trafic ferroviaire, et entendu les messages autochtones. Mais cela n'a encore pas suffi à casser les préjugés, pour Édith Bélanger. « *On dirait qu'au Québec, les gens estiment que les Autochtones se plaignent pour rien. Ils disent qu'ils ne sont pas racistes et ont de la difficulté à admettre que cela existe. Il y a peu de sympathie. Pendant la révolte des Wet'suwet'en, j'entendais "Ils ne sont pas contents les Indiens, alors qu'ils ont tout". La population allochtone pense que les Autochtones sont privilégiés.* » Elle évoque notamment des clichés qui ont la vie dure. Comme celui qui voudrait que les Premières Nations soient exemptées de tout impôt. Alors qu'ils bénéficient en fait de l'exemption des taxes de vente sur les biens quand ils sont achetés sur les terres de leurs communautés, les réserves autochtones. « *Quand je suis allée ouvrir un compte en banque, on m'a dit : "Ah, mais oui, toi tu payes pas de taxes, c'est fou !"* », s'insurge Édith.

Pour que le racisme perde du terrain, selon elle, il faut que chacun reconnaisse ses torts : « *La première étape, c'est de ne pas se sentir visé. Souvent, lorsqu'on évoque le racisme systémique, les gens disent : je ne suis pas raciste. C'est vrai, ce n'est pas eux le problème, c'est le système ! J'ai un parent autochtone, l'autre allochtone. Moi aussi, j'en porte des préjugés. L'idée est de faire son autocritique : quels préjugés j'ai ? Pourquoi je pense ça ?* » Ensuite, vient le temps de l'action. « *Les alliés autochtones, les gens de tous les horizons doivent s'allier et prendre conscience de la réalité.* »

Dès son premier mandat, Justin Trudeau a évoqué la nécessaire « *réconciliation* » du Canada avec les Premières Nations. Il a multiplié les excuses, notamment à destination de ceux qui avaient été forcés à se rendre dans les pensionnats autochtones. Le ministre des Services aux Autochtones, Marc Miller, demande désormais une transformation du pays, changer les lois, les politiques et les pratiques coloniales envers ses Premières Nations.

Le commandant de la Gendarmerie royale canadienne en Alberta, lui, après l'avoir nié, a admis qu'il y a du racisme systémique dans ses rangs. Il avait expliqué « *être allé sur Google* » pour mieux comprendre le terme.

Lire aussi : [Au Canada, les communautés autochtones en première ligne face au coronavirus](#)

Source : Alexis Gacon pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : manifestation de soutien à la nation Wet'suwet'en face à un projet d'oléoduc, en février dernier, en Ontario. [Flickr](#) (Jason Hargrove/CC BY-NC-ND 2.0)

. [Flickr](#) (Province of British Columbia/CC BY-NC-ND 2.0)

- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Au-Canada-violences-policieres-et-racisme-touchent-aussi-les-Autochtones>